



## IDÉES

À la veille de souffler ses 400 bougies, l'Acadie, entre le mythe et la réalité

Page B 5

C A H I E R  
B

## PERSPECTIVES

L' idéal olympique de Pierre de Coubertin

## Innocentes olympiades ?

Les Jeux modernes n'ont jamais été exempts d'affrontements politiques, de polémiques et de tentatives de tricherie

JEAN DION

Tous les quatre ans, au moment de célébrer la grand-messe de la jeunesse épanouie, deux lancinantes questions reviennent sur le tapis du débat de société. Un: investit-on assez d'argent dans le sport amateur pour que nous n'ayons pas honte qu'un aussi grand pays que le Canada remporte un si petit nombre de belles médailles? Deux: n'était-ce pas bien mieux avant, quand le gigantisme, la commercialisation à outrance, la récupération politique, le chauvinisme patriotard et la tricherie érigée en système n'avaient pas encore corrompu l'idée olympique, quand on faisait du sport pour la gloire du sport, quand il y avait de la vraie pureté?

En général, la première question tient le pavé pendant deux semaines, puis on l'oublie. On passe à nos premières priorités que sont la santé et le prix de l'essence sans plomb à la pompe. La deuxième a la vie plus dure: de proche en proche, elle ressurgit quand on pince un dopé qui croyait prendre de la glucosamine en gélules, quand un membre du Comité international olympique se fait acheter, quand on essaie d'associer une boîte de 12 McCroquettes à la notion d'exercice physique sain.

Ces jours derniers, le retour de l'olympisme dans son berceau grec a servi de prétexte à une avalanche de reportages sur les Jeux de l'Antiquité. La plupart se sont efforcés de déboulonner les poncifs de circonstance. La pureté, n'est-ce pas. La trêve sacrée. La bataille pour l'honneur seul. Et puis, pas de chicane entre Nike et Adidas et Reebok et Speedo vu qu'ils étaient tous flambant nus. De même, le choix d'Athènes, 108 ans après que s'y fut tenue la première olympiade moderne, a fait se multiplier les allusions à un «retour aux sources». Mais de quelles sources s'agit-il au juste? Était-ce vraiment mieux, ou simplement autrement, avant?

Y a-t-il eu changement, par exemple, lorsque l'on considère que les Jeux de 1896 coûtèrent cinq fois plus cher que leurs organisateurs ne l'avaient prévu, que le gouvernement grec dut majorer taxes et impôts et se trouva acculé à la banqueroute, que l'on dut faire appel à la participation volontaire des citoyens et à la bienveillance de généreux donateurs étrangers, et que la principale infrastructure, le stade panathénaïque où se terminera dans deux semaines le marathon, ne fut pas prête à temps?

Instigateur de la résurrection olympique, le baron Pierre de Coubertin, né en 1863, avait été frappé dans sa tendre enfance par l'Exposition universelle de Paris de 1867 et l'ouverture du concile Vatican I<sup>er</sup> en 1869. Il en développera un attrait prononcé pour les grands rassemblements pleins de pompe. Il est aussi marqué par les suites de la défaite de la France face à la Prusse lors de la guerre de 1870-71, qui l'inciteront à trouver des façons de redonner du panache à son pays — de le «rebronzer» — sans recours à une revanche militaire mais en favorisant le rapprochement des nations. Fasciné par la Grèce antique, il suivra de près les fouilles archéologiques que des scientifiques allemands mènent à partir de 1875 afin de mettre au jour le site d'Olympie. Mais c'est surtout à l'occasion d'un voyage en Angleterre en 1883 que l'homme, un pédagogue d'abord soucieux d'éduca-

tion, élaborera sa grande idée de promotion des valeurs athlétiques: l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle est la pionnière en matière d'intégration du sport à la formation académique des jeunes.

## Un homme de son temps

Si Coubertin était indéniablement un internationaliste et un humaniste, il était aussi un homme en prise avec les idées de son époque. Dans les années 1890, alors que la France est profondément divisée sur la question juive, il se range dans le camp des antidreyfusards en prétextant le respect de l'institution militaire. Il était un fervent partisan de la mission colonisatrice de la France, et si les peuplades indigènes pouvaient être autorisées à pratiquer le sport, il y voyait d'abord un «instrument de discipline» dans leur longue marche vers la civilisation.

S'il croyait à la fraternité entre les pays, Coubertin accordait aussi grande importance au principe de gloire nationale, et sa vision de la nation ne dépassait guère les frontières de l'Europe. De fait, lors d'un premier voyage en Amérique en 1889, il fera part de son étonnement devant la constatation de ce que les États-Unis ne sont pas qu'une contrée sauvage et vaguement arriérée.

Si Coubertin professait une vision romantique de l'olympisme antique, on aurait tort de faire la même chose, un siècle plus tard

Parallèlement, il s'est opposé toute sa vie à la participation des femmes aux Jeux olympiques. À l'encontre d'une croyance répandue à l'époque voulant que les femmes ne devaient pas pratiquer la plupart des sports parce que cela nuirait à leur santé, le baron était d'avis qu'il fallait les laisser libres de le faire, à la condition toutefois qu'elles ne le fassent pas devant public. Aussi tard qu'en 1928, après que les femmes eurent pour la première fois été admises aux épreuves d'athlétisme à l'occasion des Jeux d'Amsterdam, Coubertin dénonçait toujours cette pratique au mieux inesthétique, au pire frisant l'indécence à ses yeux.

Et il était le défenseur le plus acharné de l'amateurisme, ce principe fondamental que les pays du bloc soviétique ont ridiculisé pendant tant d'années. Officiellement, Coubertin voulait faire obstacle à la corruption (bien qu'en théorie, un athlète non rémunéré soit plus aisément corrompible qu'un autre). Mais il était de souche aristocratique et avait une approche correspondante du sport. Ce sont les riches et les membres de bonne famille qu'il voulait voir en premier animer le mouvement olympique; en est témoin, d'ailleurs, la composition du CIO pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle. Ce n'est qu'en 1919 qu'il finira par écrire, dans *La Gazette de Lausanne*: «Jadis, la pratique des sports était le passe-temps occasionnel de la jeunesse riche et oisive. J'ai travaillé trente ans à en faire le plaisir habituel de la petite bourgeoisie. Il faut maintenant que ce plaisir-là pénètre l'existence de l'adolescence prolétarienne.»

## Berlin

On pourra également noter pour nos dossiers qu'au crépuscule de sa vie, le baron est allé jusqu'à encenser les Jeux de Berlin de 1936, transformés en vaste plate-forme de propagande national-socialiste, et à les qualifier de quintessence de l'olympisme. Sa santé étant chancelante — il mourra l'année suivante à 74 ans —, il n'assista pas à ces Jeux mais accepta tous les cadeaux que lui remit le régime hitlérien, qui projeta de même l'érection



JERRY LAMPEN REUTERS

On parle beaucoup de la pureté du sport en occultant les problèmes d'organisation, les coûts et les chicanes entre commanditaires des Jeux olympiques.

d'une stèle et appuya sa candidature malheureuse à l'obtention du prix Nobel de la paix.

Peut-être cette reconnaissance est-elle en partie imputable à son amertume envers la France qui, croyait-il, l'avait «oublié». Mais toujours est-il qu'il écrit dans *Le Journal*, en août 1936: «La grandiose réussite des Jeux de Berlin a magnifiquement servi l'idéal olympique. Les Français, qui sont seuls ou presque seuls à jouer les Cassandre, ont le plus grand tort de ne pas comprendre ou de ne pas vouloir comprendre. Il faut laisser s'épanouir librement

l'idée olympique et savoir ne craindre ni la passion ni l'excès qui créent la fièvre et l'enthousiasme nécessaire.»

Si Coubertin professait une vision romantique de l'olympisme antique — où prenaient somme toute peu de place le sanglant pancrace où tous les coups étaient permis, les athlètes mercenaires embauchés à fort prix par les cités et le cirque esquissé par des empereurs romains comme Néron qui corrompait les arbitres et où

VOIR PAGE B 2: JEUX

## Le baron dans le texte

S'il est presque exclusivement connu pour son œuvre de résurrection de l'olympisme, Pierre Frey, baron de Coubertin (1863-1937), n'en a pas moins laissé quelque 70 000 pages d'écrits divers. Sa biographie rédigée par Louis Callebaut (Fayard, 1988) recèle plusieurs passages intéressants de cette œuvre pour fins de méditation approfondie.

Aux profs et élèves de l'école Monge, sur la place du sport dans la formation personnelle: «Un tas de vieux grincheux, de savants qui ont laissé éteindre leurs lanternes s'en vont répétant que votre instruction va être compromise, que vous serez des ignorants et que, dorénavant, vous raterez vos examens. Faites-moi l'indécible plaisir de cogner sur ces gens-là, non pas avec les biceps que le système nouveau développe déjà en vous, mais à coups de diplômes et de nominations; [...] qu'ils soient forcés de reconnaître que de monter à cheval, de jouer au cricket et d'aller en bateau, cela rend les idées plus nettes, la mémoire plus sûre, l'intelligence plus vive.» (*L'Éducation anglaise en France*, 1889.)

À propos du sport: il «apportera à la famille, base de toute société viable, le parfum d'une santé reconquise et entretenue par le plaisir sain»; il «sera l'unique remède efficace contre l'alcoolisme»; il «épu-

ra les lettres et tuera l'érotisme en lui enlevant ses lecteurs»; il est un «facteur éminent des entreprises coloniales»; il «apparaît comme une sorte d'incarnation de la démocratie, car il est par excellence l'école où se coudoient l'entraide et la concurrence, ces deux plans essentiels des sociétés démocratiques sans lesquels elles risquent de s'écrouler dans la faiblesse»; il aura «enfin son rôle à jouer en politique extérieure. Les nations vigoureusement sportives seront les mieux à même de se payer le luxe de la douceur au dedans, le luxe de la paix au dehors.» (*La Revue hebdomadaire*, 1914.)

Sur les Canadiens français, après une visite à Montréal en 1889: «C'est surtout l'éducation qui manque: les exercices physiques, les soins de propreté, la formation du caractère, l'usage de la liberté, tout cela pour les Canadiens ce sont des billevesées.» «Le Canadien français, avec sa robuste santé, défriche, peine, ensemele laborieusement. L'Anglais récolte.» (*Universités transatlantiques*, 1890.)

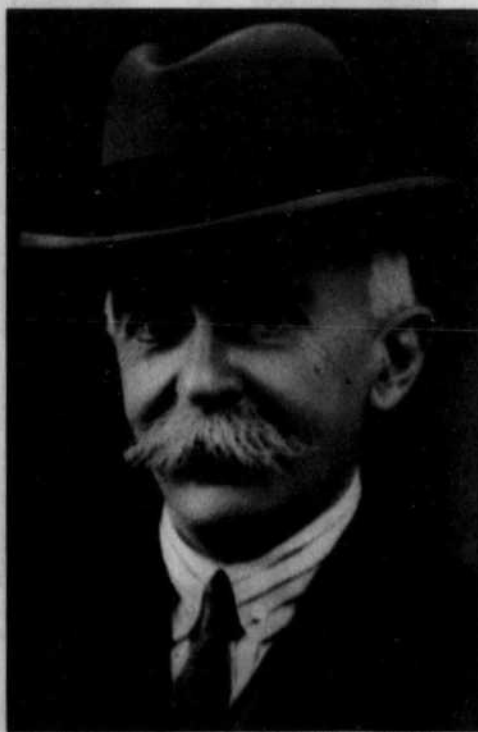
Sur les femmes: «S'il y a des femmes qui veulent jouer au football, boxer, libre à elles, pourvu que cela se passe sans spectateurs, car les spectateurs qui se groupent autour de telles compétitions n'y viennent pas pour voir du sport.» (*Le Sport suisse*, 1928.) En 1912, il dira d'une olympiade où concourraient de

plein droit les femmes qu'elle serait «impratique, inintéressante, inesthétique et, nous ne craignons pas de le dire, incorrecte.»

Sur l'internationalisme: «Exportons des rameurs, des coureurs et des escrimeurs: voilà le libre-échange de l'avenir, et le jour où il sera introduit dans les mœurs de la vieille Europe, la cause de la paix aura reçu un nouvel et puissant appui.» (Discours à la Sorbonne, 1892.)

Sur l'amateurisme: «Le sport ne peut, non seulement produire ses bons effets moraux, mais même subsister, que fondé sur le désintéressement, la loyauté et les sentiments chevaleresques. Nous ne sommes plus exposés à voir la passion du sang transformer l'arène et les bestialités du cirque remplacer les nobles spectacles du stade, mais il reste l'argent, le grand corrupteur, l'éternel ennemi!» (*La Revue de Paris*, 1894.)

Sur le CIO: «Si l'olympisme moderne a prospéré, c'est parce qu'il avait à sa tête un Conseil d'une indépendance absolue, que personne n'a jamais subventionné et qui, se recrutant lui-même, échappe à toute ingérence électorale et ne se laisse influencer ni par les passions nationalistes ni par la pesée des intérêts corporatifs.» (Discours à l'hôtel de ville de Prague, 1925.)



AGENCE FRANCE-PRESSE

Le baron Pierre de Coubertin.

## PERSPECTIVES

CARNETS D'AMÉRIQUE

Au-delà  
des clichés

Christian Rioux vient de passer un an aux États-Unis. Boursier de l'université Harvard, il a rencontré de nombreuses personnalités et sillonné le pays de Boston à Los Angeles. D'ici à l'élection présidentielle américaine, le 2 novembre, il nous livre des extraits de son carnet américain.

Je quittais Paris sans remords par un jour de canicule. Une canicule comme les Parisiens n'en avaient pas connu depuis le début du siècle dernier. La Seine paraissait à sec et les rares touristes qui s'aventuraient sur les Champs-Élysées suivaient à grosses gouttes. Je pensais rendre l'âme en grimant à vélo les 78 mètres de dénivelé de la côte de Belleville. Mais ce n'était rien à côté des vieux qui, disait-on, mouraient à la pelle dans leurs petits meublés des quartiers populaires. J'apprendrai plus tard qu'il en est trépassé ces jours-là plusieurs milliers, selon les chiffres officiels.

C'était il y a un an exactement. En jetant un dernier regard à l'église Saint-Eustache, j'essayais de me rappeler tout ce que j'avais entendu en France depuis



Christian Rioux

quelque temps sur les États-Unis. Les oreilles m'en bourdonnaient encore. Depuis peu, les fans de *Matrix* étaient méconnaissables. La plate adulation de la culture américaine de masse, si courante en France, s'était transformée en colère. Comme par magie. Les États-Unis s'étaient tout à coup métamorphosés en puissance impérialiste que l'on dénonçait à pleines pages dans les journaux. Leur président n'était plus que « l'obs- cène mécanicien de l'empire » (*Le Monde*). Dans un train en direction d'Évian, j'avais entendu des gens à l'allure par ailleurs respectable traiter George Bush d'« ayatollah » et de « terroriste ». Ces mots revenaient comme une rengaine sur les lignes ouvertes des radios. Je me les répétais en regardant le président français poser, rayonnant, entre ses collègues russe et chinois.

La semaine précédente, j'avais croisé un badaud avec un t-shirt tout neuf. On y voyait la tête de George Bush au-dessus du mot « Wanted ». Personne n'avait songé à réclamer celle de Vladimir Poutine ou celle de Saddam Hussein. J'avais le sentiment de faire de la figuration dans un mauvais western. Mais pourquoi chercher midi à quatorze heures? Cette animation semblait provoquer une joie secrète. Depuis le début de la guerre en Irak, Paris renouait avec cette volupté qui, depuis Mai 68, s'empare périodiquement de sa jeunesse contestataire. La Ville lumière retrouvait sa gaieté et moi je m'en allais.

Où donc, au juste?

Dans la nuit, l'aéroport Logan de Boston avait l'air d'un chantier de construction. Les coffrages et les échafaudages ne parvenaient pourtant pas à faire oublier que c'est dans ce lieu, où transitent 23 millions de voyageurs par année, qu'avaient décollé les deux appareils qui ont détruit le World Trade Center. C'était deux ans plus tôt, sur les vols 11 et 175 d'American Airlines en direction de Los Angeles. Les passagers qui attendaient leurs bagages ne savaient pas où poser leur regard. Ils essayaient de penser à autre chose. Ma première impression des États-Unis aura été celle d'un pays blessé dont la plaie ne se referme pas.

La jeune fille du comptoir de location de voitures Alamo avait les yeux clairs de l'Amérique. Rien à voir avec le regard fuyant des garçons de café parisiens qui vous envisagent du coin de l'œil pour mieux s'enfuir chaque fois que vous manifestez votre volonté de régler l'addition. Elle n'y alla donc pas par quatre chemins: « Pourquoi les Français ne s'occupent-ils pas de leurs vieux? » Ce n'est que le lendemain, dans le *New York Times* et le *Boston Globe*, que je découvris les descriptions apocalyptiques de la canicule parisienne. Tout cela m'avait-il donc échappé? La France y était subtilement décrite comme un pays de sans-cœurs qui laissait ses vieux crever de chaleur dans des logements infects. Un vrai pays du Tiers-Monde qui n'avait pas encore découvert les vertus extraordinaires de la climatisation.

J'aurais voulu expliquer à mes collègues que Paris, avec ses traiteurs, ses transports en commun, ses musées, ses marchés et ses cafés toujours à proximité est une ville faite sur mesure pour les vieux. J'aurais voulu leur présenter le boulanger de mon quartier, un homme affable qui prend des nouvelles de ses clients âgés et qui s'inquiète lorsque l'un d'eux ne vient pas acheter sa demi-baguette quotidienne avant le dîner; ou ces médecins de famille qui font encore des visites à domicile, le soir après leur journée de travail. Il aurait fallu expliquer qu'on a autant besoin de climatisation à Paris que d'un congélateur à Ikalhuit. Je ne connaissais pas un seul Parisien de plus de 60 ans qui troquerait l'animation de la rue Rambuteau pour les mornes banlieues climatisées des États-Unis.

Mais le choc ne faisait que commencer.

Il faudra plus de temps pour que j'entende la plaisanterie qui circulait dans les milieux universitaires américains. Peut-être la connaissez-vous. « Les Français, qui s'y connaissent mieux que n'importe qui en la matière, ont trois niveaux d'alerte antiterroriste: jaune, orange et rouge. Jaune: on se cache! Orange: on se sauve! Rouge: on collabore! » L'homme qui prononçait ces mots a été adjoint du secrétaire américain à la Défense, il enseigne dans une grande université et donne régulièrement des conférences à l'étranger. Pas le genre raciste pour deux sous. Non, il avait seulement oublié que les Français ont été parmi les premiers Occidentaux à affronter le terrorisme islamiste moderne dès les années 80.

Comment expliquer à mes nouveaux voisins que les Français ne mangeaient pas de petits vieux coupés en rondelles au petit-déjeuner? Comment leur dire qu'ils n'étaient plus les collabos de 1940 et qu'ils en connaissaient un bout sur le terrorisme? Cela serait probablement aussi difficile que d'expliquer aux jeunes Français hirsutes qui défilaient de place de la Bastille à place de la République que le président américain n'était ni un terroriste ni un assassin, mais le représentant légitime d'une grande démocratie confrontée à la tâche immense d'assurer la sécurité de son pays.

De part et d'autre de l'océan, la même incompréhension radicale. Quelque chose s'était brisé assurément entre les deux continents. Quelque chose qui ne reviendrait peut-être jamais.

Le voyage ne faisait que commencer...

La génétique,  
nouvelle frontière du dopage

Y a-t-il déjà des athlètes génétiquement modifiés dans les stades?

ANTOINE ROBITAILLE

« Nous nous apprêtons sans doute à assister aux derniers Jeux olympiques sans athlètes génétiquement modifiés », affirme Lee Sweeney, de l'université de la Pennsylvanie.

De son bureau où on l'a joint, M. Sweeney raconte qu'il a commencé à s'intéresser au dopage génétique par la bande. Expert des muscles, il menait des recherches visant à développer une thérapie génique — c'est-à-dire utilisant du matériel génétique — dans le but, entre autres, d'aider à soigner la dystrophie musculaire, qui se caractérise par une dégénérescence progressive des muscles volontaires. « Après quelques publications où nous exposions certains succès, plusieurs entraîneurs et athlètes m'ont appelé. » Ces derniers « provenaient d'Europe et des États-Unis », dit M. Sweeney, qui refuse de citer qui que ce soit. Il raconte que ces sportifs voulaient en savoir plus sur de possibles applications de ses thérapies sur une personne bien portante. « Un entraîneur m'a même demandé de traiter l'ensemble de son équipe de football. » (Notons au passage qu'il y a là une logique propre à notre ère: on commence, après moult recherches, par obtenir une thérapie pour guérir des malades, mais on finit assez vite par détourner ce remède afin d'améliorer un bien portant, d'augmenter ses performances. Rappelons que l'érythropoïétine (EPO) synthétique, la protéine au cœur du scandale du Tour de France en 1998, était d'abord et avant tout un remède destiné aux anémiques.)

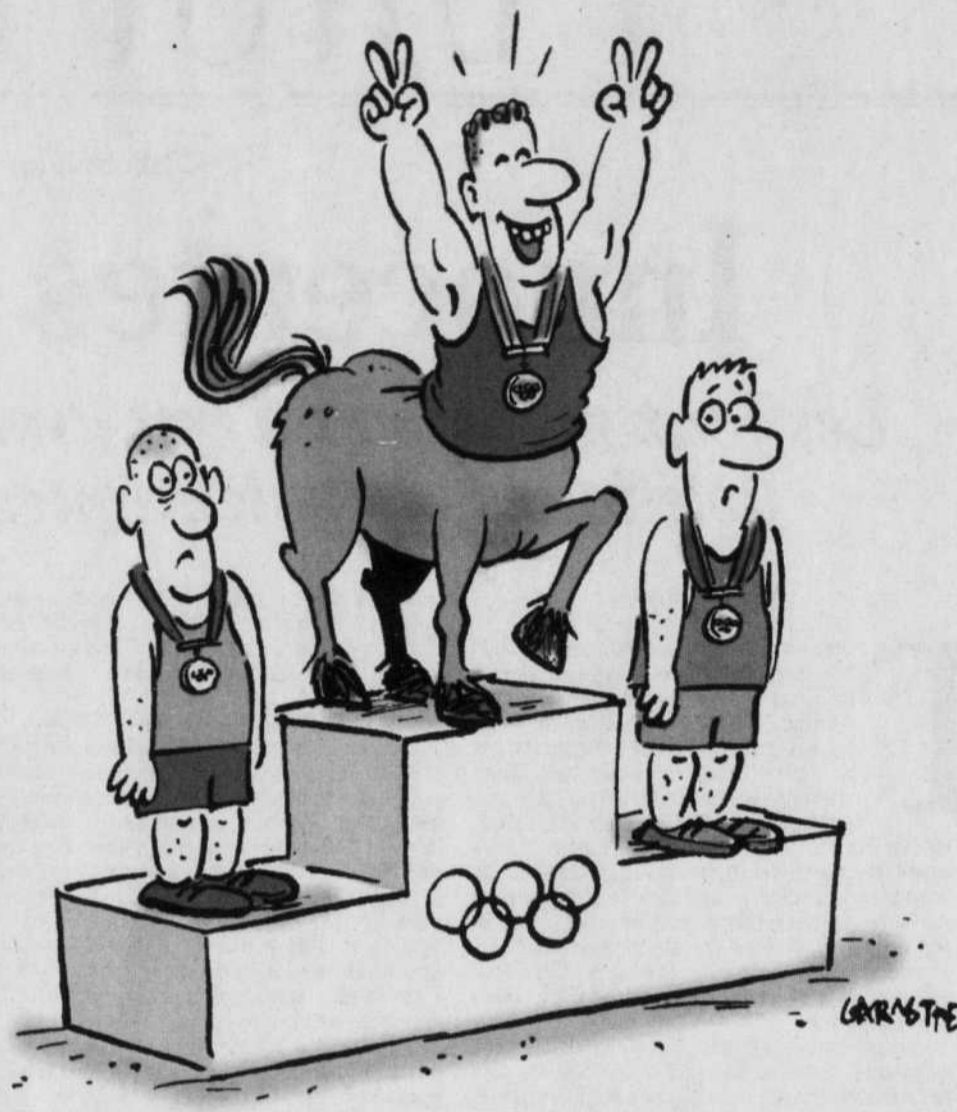
Pour M. Sweeney, ces requêtes de sportifs ont constitué une révélation douloureuse: l'ère du dopage chimique sera bientôt remplacée par le dopage génétique, entre autres grâce aux recherches qu'il mène actuellement. Il se confie: « Je ne comprends tout simplement pas l'état d'esprit de ces sportifs qui sont venus me voir: ils semblent être vraiment prêts à tout pour une médaille d'or. J'avais beau leur dire que nos thérapies sont loin d'être au point, qu'elles sont pour l'instant très risquées et testées uniquement sur des rats, rien ne semblait les ébranler: ils semblaient préparés à avoir à long terme de grands problèmes de santé pourvu que, à court terme, ils obtiennent une médaille. »

Son indignation a poussé M. Sweeney à participer à un groupe mandaté par l'Agence mondiale antidopage (AMA) de trouver des moyens de prévenir le dopage génétique, d'empêcher qu'il advienne. Aussi, M. Sweeney signait, dans le numéro de juillet 2004 de la revue *Scientific American*, un long article où il expliquait ses recherches sur les muscles tout en partageant ses craintes qu'on en vienne, « dans moins de dix ans », à utiliser des thérapies géniques pour « améliorer » les athlètes.

## Comment ça marche?

Mais comment fonctionnerait un dopage génétique? « De nombreuses thérapies géniques qui visent à régénérer les muscles des patients atteints de différentes myopathies sont en train d'être développées », souligne M. Sweeney dans un premier temps. Il explique ensuite qu'elles ont pour objectif d'introduire dans les muscles un gène qui « y produirait des substances favorisant la croissance du tissu musculaire, ou alors qui pourrait le protéger de la dégradation ». M. Sweeney a réussi à introduire le gène IGF-1 dans une cellule de muscle de rat grâce à un virus inoffensif (« adeno-associated virus ») utilisé comme un « cheval de Troie ». Il a constaté que ses bêtes obtenaient, même en restant sédentaires, une masse musculaire de 15 à 30 % plus importante qu'à la normale. « On commence à préparer les tests sur des humains », dit-il.

« Espérons seulement que nous réussissons à empêcher le prochain stade du dopage »



## Indécelable

Créées grâce à une telle thérapie génique, les substances produites dans les muscles ne pourraient pas être détectées puisqu'elles seraient analogues à celles que le corps fabrique normalement. « De plus, dit M. Sweeney, les substances créées par l'introduction d'un gène ne quittent jamais le muscle. Bref, rien dans le sang, rien dans l'urine. » Autrement dit, pour détecter un dopage, « il faudrait presque faire une biopsie », explique le chercheur, qui ne cache pas son inquiétude face à l'aspect « crime parfait » du dopage génétique: les biopsies sont interdites par les règles antidopage actuelles. Seuls des échantillons de sang et d'urine peuvent être prélevés.

## Inexistant?

Mais certains affirment que le dopage génétique existe déjà. En France, Gérard Dine confiait récemment à un grand quotidien que l'EPO ou les hormones de croissance ne sont pas, à proprement parler, des « médicaments chimiques ou biochimiques ». En effet, ils utilisent « un support cellulaire et sont ciblés sur des substances que le corps fabrique naturellement ». L'EPO sert à augmenter la production de globules rouges, qui apportent l'oxygène à l'organisme. En ce qui concerne l'EPO et l'hormone de croissance, utilisées par les athlètes tricheurs, explique M. Dine, « elles sont fabriquées par génie génétique et constituent donc un premier pas vers le dopage génétique ».

Mais pour Lee Sweeney, tout cela revient à jouer sur les mots. On pourra parler de dopage génétique lorsqu'il y aura véritablement inser-

tion de gènes dans le corps d'un athlète. « Je ne crois pas qu'il y ait à Athènes des athlètes génétiquement modifiés. C'est une approche trop nouvelle et qui n'a pas à ma connaissance passé l'étape des tests sur les animaux. »

Marc-André Sirard, directeur du Centre de recherche en biologie de la reproduction de l'Université Laval et expert en transgénèse animale, affirme que « personne n'en parle ouvertement », mais des AGM existent peut-être. « On sait que les technologies sont disponibles, et ça n'a pas l'air d'être un secret bien gardé puisqu'on y travaille fortement. »

M. Sirard rapporte qu'on lui a présenté une technique en développement pour des personnes atteintes de fibrose kystique, mais celle-ci pourrait avoir des usages dopants: « On fait respirer une fumée de virus qui contient un gène de l'EPO. À ce moment, l'EPO est sécrétée par les poumons, donc dans le tissu pulmonaire, et est absorbée dans la circulation. On obtient ainsi un effet d'érythropoïétine indécelable. » M. Sirard affirme que cette technique, si elle est utilisée par des humains, comporte des risques importants: « C'est difficile à moduler. Si on en met trop, ça peut être mortel. Des lapins transgéniques ont été créés pour sécréter de ces produits-là en vue d'applications cliniques, par exemple pour les gens qui ont des chirurgies ou de grosses pertes de sang. Mais plusieurs de ces lapins sont morts car ils produisaient trop d'EPO. Leur sang coagulait. »

Lorsqu'on lui présente cette hypothèse, Lee Sweeney affirme simplement: « En effet, ça pourrait probablement fonctionner. »

Au fait, suivra-t-il les Olympiques à la télé? « Oui, répond-il, même si les athlètes ont tous l'air dopés. Espérons seulement que nous réussissons à empêcher le prochain stade du dopage. »

## JEUX

SUIITE DE LA PAGE B 1

« le sport pour le sport » aurait été une idée absurde —, on aurait tort de faire la même chose, un siècle plus tard, à propos des Jeux modernes. Des Jeux jamais exempts d'affrontements politiques, de polémique à saveur raciale, de connotations économiques, de tentatives plus ou moins avisées de tricherie? Allons donc. Faut-il seulement rappeler qu'alors que l'olympisme antique interrompait (supposément) les guerres, ce sont les guerres qui, au XX<sup>e</sup> siècle, ont forcé l'interruption des Jeux ou perturbé leur déroulement?

La liste est longue et sans appel. Déjà, dans les années 1890, des membres allemands du CIO se plaignaient d'avoir à y côtoyer des Tchèques. En 1904, à Saint Louis, d'abjectes « Journées anthropologiques » furent tenues, où l'on fit concourir des autochtones d'Amérique, d'Afrique et d'Asie afin de mieux les ridiculiser. (Coubertin condamna du reste violemment cette « mascarade outrageante », dont il soutient avec prescience qu'elle « se dissipera naturellement de ses oripeaux lorsque ces Noirs, ces Rouges, ces Jaunes apprendront à courir, à sauter, à lancer et à laisser les Blancs derrière eux. ») Lors de ces mêmes Jeux, Fred Lorz, le « gagnant » du marathon, est disqualifié lorsqu'il s'avère qu'il a fait une partie du trajet en automobile, et le « vrai » gagnant, Thomas Hicks, est couronné même s'il s'est offert un petit cocktail de strychnine chemin faisant.

Pendant la Première Guerre mondiale, des membres français du CIO menacèrent de démissionner si des Allemands continuaient à en faire partie: Les Jeux de 1916 sont annulés. En 1920, à Anvers, seuls les pays alliés et neutres pendant la Grande Guerre sont admis. De Berlin 1936, y a-t-il encore quelque chose à ajouter, sinon que le patron du comité olympique américain et futur président du CIO, Avery Brundage, se rend en Allemagne quelque temps au-

paravant et n'y constate aucune discrimination à l'endroit des juifs?

Pas de Jeux en 1940 et en 1944. En 1948, à Londres, l'Allemagne et le Japon sont exclus. S'annonce alors la guerre froide et l'hypocrisie de l'amateurisme communiste. En 1956, les Jeux de Melbourne viennent à un cheveu d'être annulés alors que les chars soviétiques entrent en Hongrie et qu'éclate la crise de Suez. En 1968, quelques jours avant les Jeux de Mexico où Tommie Smith et John Carlos brandiront le poing de la révolte des Noirs américains, 300 étudiants protestataires sont tués place des Trois Cultures.

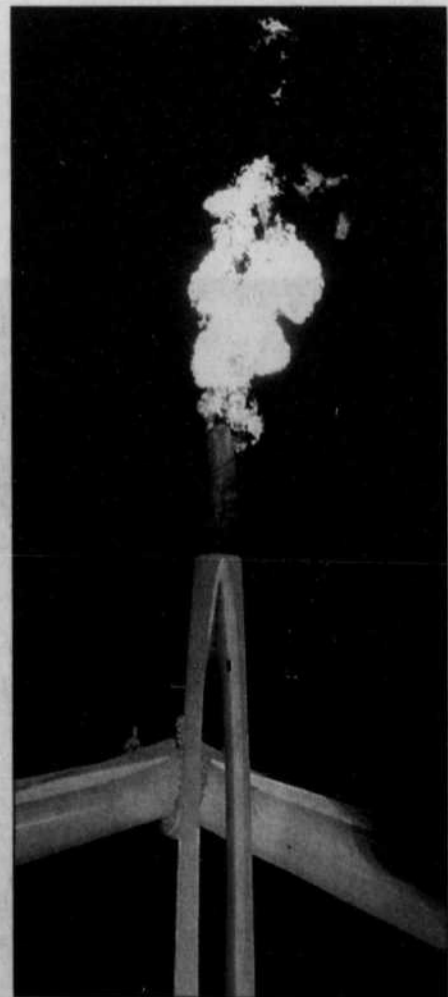
En 1972, Septembre noir investit le village olympique de Munich et tue 11 athlètes et entraîneurs israéliens. En 1976, à Montréal, les pays africains boycottent les Jeux pour protester contre une tournée de l'équipe néo-zélandaise de rugby en Afrique du Sud, et le conflit sino-taiwanais s'intensifie. En 1980, les pays de l'Ouest boycottent Moscou sous prétexte d'invasion de l'Afghanistan. En 1984, le bloc de l'Est rend la pareille. En 1988, gracieuseté de Ben Johnson, le dopage apparaît dans toute son ampleur.

Et ainsi de suite, désormais les Jeux olympiques se déroulent pratiquement derrière des barbelés, paranoïaques, obnubilés par la sécurité. Et quand la flamme est arrivée dans le grand stade hier, s'en est-il trouvé pour se rappeler que le premier relais parti d'Olympie eut lieu en 1936, 3075 coureurs parcourant chacun un kilomètre en un périple destiné à symboliser l'évolution de la civilisation occidentale depuis son berceau, la Grèce, jusqu'à son supposé aboutissement, la domination de la race aryenne?

Oui, la manifestation la plus populaire et la plus émotivement chargée de l'olympisme contemporain est une invention des nazis.

Pour l'innocence perdue, il faudra repasser.

Le Devoir



KAI PFAFFENBACH REUTERS  
La flamme olympique dans le stade après l'ouverture des Jeux.

## • PERSPECTIVES •

Commémoration de 1604, premier établissement français permanent en Amérique du Nord

# Les Acadiens se réapproprient leur 400<sup>e</sup> anniversaire

ANTOINE ROBITAILLE

Les commémorations sont toujours l'occasion pour différentes visions de l'histoire de s'entrechoquer. «Les fêtes commémoratives m'intéressent, a déjà écrit l'historien Ronald Rudin, de l'université Concordia, parce qu'elles offrent l'occasion de choisir l'histoire à raconter.» Il n'en est pas autrement pour la commémoration de 1604, premier établissement français permanent en Amérique du Nord, dont le point culminant est le 15 août, fête des Acadiens.

Lorsque le gouvernement fédéral a commencé à parler de l'idée d'un 400<sup>e</sup>, rappelle Joseph-Yvon Thériault, sociologue des institutions d'Ottawa, plusieurs ont vite compris ce qu'il voulait faire: montrer que «l'Amérique française avait été fondée en 1604», dit Thériault. La fête, à laquelle les États-Unis et la France devaient participer, visait au fond à «faire comprendre que l'aventure française en Amérique, ce n'est pas le Québec», mais le Canada, dit-il.

Mais ce scénario, duquel nombre d'Acadiens «se sentaient relativement exclus», ne s'est pas produit, fait remarquer Thériault. Ce qui ressemblait à une instrumentalisation des Acadiens, il s'en inquiétait d'ailleurs dans nos pages, en janvier dernier, lors d'un débat avec Donald Savoie, à propos de la reconnaissance des torts causés aux Acadiens lors de la déportation.

Quant aux fêtes du 400<sup>e</sup>, une conjonction de facteurs, parmi lesquels «le départ de Sheila Copps, les élections et les changements qui se sont produits par la suite», a empêché le fédéral de s'occuper plus étroitement de la fête. «Reste que les budgets étaient là et l'Acadie en a profité pour se réapproprier le sens de cette commémoration», dit Thériault. Une anecdote a semblé révélatrice au sociologue: «Le soir du 1<sup>er</sup> juillet, il y a eu un concert acadien en l'honneur du 400<sup>e</sup> à Ottawa. Or pas une fois le mot Canada n'a été prononcé par les artistes.» Cette réappropriation est très légitime, selon Thériault, qui considère que l'Acadie «se faisait un peu avoir dans le scénario initial».

Par ailleurs, ce n'est pas la première fois que «1604» pose problème. Le débat de cette année n'est pas sans résonances avec une querelle du début du XX<sup>e</sup> siècle qui avait opposé le clergé et le gouverneur général du Canada à propos des fêtes de 1904: était-ce une fondation laïque avec Champlain ou une fondation catholique avec LaVal? «Les deux parties ne s'étaient pas entendues et finalement, comme Ronald Rudin l'a expliqué, les évêques québécois ont décidé de changer la date de la fête du Christ-Roi, de la placer le 22 juin, alors

que le gouverneur a choisi de commémorer quelques jours plus tard», raconte Thériault.

### Quelle Acadie?

Mais où est l'Acadie, exactement? Dans les dernières années, dans la foulée du Congrès mondial acadien, la définition de l'Acadie avait été considérablement élargie.

«L'Acadie est un formidable succès de branding!», dit Thériault en plaisantant. Succès, tant dans le rapport avec la France qu'avec les États-Unis, mais aussi le Canada. Ce succès «ébranle toutefois les militants sur place», note Thériault, lesquels se disent: «Nous, ce qui nous intéresse, c'est de construire des institutions culturelles à Moncton et ailleurs, d'avoir des maisons d'édition, par exemple.» Or, dans les dernières années, on leur a répondu: «Mais non, l'Acadie c'est partout, c'est virtuel, puisqu'il y a des Acadiens partout: du Poitou à Lowell, en passant par le Québec.»

«Je dis: l'Acadie, elle est ici, dans les quatre provinces de l'Atlantique»

Thériault se réjouit qu'on commence à revenir de cette définition très large de l'Acadie. Entre autres grâce aux interventions de l'historien Maurice Basque, qui s'exprimait ainsi la semaine dernière: «Je dis: l'Acadie, elle est ici, dans les quatre provinces de l'Atlantique.» L'historien concède qu'aux îles de la Madeleine il y a beaucoup d'Acadiens, de même qu'à Miquelon, et un peu en Gaspésie et même dans le nord du Maine. Reste que, historiquement, «la réalité acadienne, celle qu'on vit tous les jours, c'est celle que quelque 300 000 personnes vivent tous les jours en français dans les quatre provinces de l'Atlantique, c'est ça l'Acadie.»

### Comment va l'Acadie?

Et comment va l'Acadie en ce 400<sup>e</sup> anniversaire? Maurice Basque et Joseph-Yvon Thériault se réjouissent tous deux de voir un «phénomène assez incroyable» se passer en Acadie du Nouveau-Brunswick. L'identité acadienne, qui était très présente dans le nord et dans le nord-est, semble avoir gagné le sud du Nouveau-Brunswick. «Les gens de la région de Moncton, maintenant, sont très partie prenante de cette conception-là, dit Thériault, même les milieux populaires.» Le sociologue ajoute que cela a des effets sur l'assimilation, qui s'en trouve grandement freinée. «Même le démographe Charles Castonguay, qui n'hésite jamais à révéler les nombreux périls menaçant la francophonie au Canada, l'affirme dans des textes récents: «Dans la région de Moncton, il reste un peu d'assimilation, mais ce n'est pas quelque chose de catastrophique», résume Thériault.



CHRIS SMITH CMA 2004

Les Acadiens ont célébré leur anniversaire en Nouvelle-Écosse.

Il souligne aussi que «les taux de reproduction linguistique au Nouveau-Brunswick français sont presque les mêmes que ceux du Québec français». Toutefois, en dehors du Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve, etc., les tendances sont exactement les mêmes que dans le reste du Canada, «ce sont des taux se tenant entre 40 et 60 %». À l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, l'éparpillement favorise des taux d'assimilation très forts. Le fait que le Congrès mondial acadien ait eu lieu en Nouvelle-Écosse aura peut-être pour effet de raviver l'ardeur cul-

turelle acadienne auprès des francophones de la Nouvelle-Écosse. Au reste, le Nouveau-Brunswick est aux prises avec un enjeu de taille, que plusieurs oublient selon Thériault: les difficultés économiques en région, «comparables à celles de la Gaspésie». «Les régions acadiennes, notamment dans le Nord-Est, sont en train de se vider pour la première fois de leur histoire.»

Bref, malgré les 400 ans et le dynamisme, ce ne sont pas les défis qui manquent.

Le Devoir

## La géothermie, l'inconnue la plus rentable

Chauffer sa demeure sans réchauffer la planète, c'est possible, grâce à la chaleur de la terre, même en hiver. Les immenses possibilités de la géothermie sont encore méconnues au Québec.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Deuxième d'une série de trois articles sur les énergies nouvelles

Québec pourrait faire l'économie du Suroît si, par un financement approprié, il stimulait l'installation de chauffage géothermique dans 23 000 des 25 000 nouvelles résidences qui se construisent annuellement depuis quelque temps, affirme Bruno Hébert, président de la Corporation des entreprises en traitement de l'air et du froid (CETAF).

Pourtant, dans son récent avis, la Régie de l'énergie n'a pas consacré un seul chapitre à cette filière malgré la preuve technique déposée par la CETAF devant elle. Dans une province où on croit dur comme fer que les bas coûts de l'électricité empêchent le recours à une filière aussi novatrice, on aura un choc en apprenant que le Manitoba, la province dont l'électricité est la moins chère du continent — moins chère encore que celle d'Hydro-Québec —, vient de lancer un programme de construction de 13 000 unités de chauffage géothermique, l'équivalent en énergie de la centrale au gaz de Bécancour. Sans un iota de gaz à effet de serre!

Une recherche réalisée en 1999 pour le ministère fédéral des Ressources naturelles par la société Caneta concluait que les équipements de géothermie sont disponibles partout au Canada et qu'il «n'y a aucune autre technologie de climatisation-chauffage, accessible financièrement, qui peut prétendre avoir des effets aussi concrets et efficaces sur le problème des émissions de gaz à effet de serre». Pour

tant, même s'il y a 700 000 systèmes installés présentement dans le monde, au Canada, il s'en installe seulement 3000 par année et au Québec, où le chauffage constitue pourtant l'essentiel de la facture d'énergie, on parle de 250 à 300 unités par année. En Suède, par contre, et en raison précisément de la facture annuelle du froid, on a installé, uniquement en 2001, quelque 27 000 unités, soit dans la quasi-totalité des nouvelles maisons. Plus que l'équivalent du Suroît, en un an!

### Méconnue, mais rentable

Mais qu'est-ce qu'un chauffage géothermique, cette perle énergétique méconnue et pourtant si rentable? C'est un système qui utilise l'inépuisable chaleur du sous-sol terrestre, renouvelée en permanence par le noyau en fusion de la planète. Cette chaleur est disponible même en hiver sous la ligne de gel, soit en dessous de 1,75 m de profondeur, ce qu'on voit lorsqu'une pelle mécanique extrait en hiver de la terre qui fume parce qu'elle est beaucoup plus chaude que l'air extérieur.

La géothermie utilise les mêmes principes que ceux éprouvés depuis des générations dans n'importe quel réfrigérateur ou dans les nouvelles pompes à chaleur, qui extraient du froid de l'air ambiant en été et de la chaleur en hiver mais de moins en moins au fur et à mesure que le thermomètre descend. Ce qui explique d'ailleurs que les pompes à chaleur ne sont plus utiles sur le plan énergétique quand Hydro-Québec fait face aux pics hivernaux de la demande. Mais dans le sol, quel que soit le froid extérieur, la température se maintient autour de sept degrés centigrades.

Dans une pompe à chaleur, qui fonctionne à l'air libre ou dans le sous-sol, le liquide réfrigérant est comprimé pour absorber la chaleur, puis relâché et dilaté pour transférer cette chaleur à l'endroit désiré comme dans un appareil de chauffage. En été, on inverse le cycle, ce qui permet d'extraire la chaleur de la maison et donne l'impression aux habitants qu'on y introduit du froid...

Mais alors que les thermopompes sont bruyantes et durent de 12 à 15 ans, un système géothermique est silencieux et fonctionne à l'intérieur, ce qui prolonge sa vie utile autour de 25 ans et ne dérange pas les voisins. Son efficacité énergétique est surprenante: chaque kilowatt dépensé dans la compression du liquide caloporteur, qui se réchauffe dans le sol avant de revenir dans l'appareil, génère environ 3,5 kilowatt d'énergie calorifique. Et comme l'appareil fonctionne dans la maison où il libère sa propre chaleur, un kilowatt d'électricité en produit au total l'équivalent de quatre en chaleur, explique Bruno Hébert. La facture du chauffage est ainsi réduite de 60 à 70 %, selon la qualité de l'échange de chaleur dans le sous-sol.

### Peu profond

Les premiers systèmes en géothermie puisaient l'eau de la nappe souterraine, en extrayaient la chaleur et la renvoyaient par un autre puits dans le sous-sol. Les systèmes d'aujourd'hui fonctionnent en circuits fermés, ce qui évite de coûteux nettoyage. On évite les fuites de contaminants chimiques en utilisant du glycol... alimentaire. Les premiers systèmes exigeaient des puits très profonds, pouvant aller à 200 mètres, et assez larges pour loger la tuyauterie hermétique des systèmes actuels. Cette opération était très dispendieuse et portait le prix d'un système résidentiel autour de 30 000 \$. L'entreprise de M. Hébert a conçu un système de pompe qui évite le recours aux puisatiers et aux puits profonds. Il en fore plusieurs de 30 mètres de profondeur seulement, selon les besoins du client, qu'il distribue en forme de pyramide dans le sol à partir d'un point unique près de la maison. Il utilise ainsi entièrement le terrain d'une résidence pour y enfouir une tuyauterie de cuivre, beaucoup plus efficace que celle en PVC pour l'échange d'énergie. Selon les endroits, les sous-sols et les besoins, les prix peuvent se situer désormais entre 10 000 et 13 000 \$. Si on peut utiliser le fond d'un lac assez profond pour y déposer le serpentin du caloporteur, un système géothermique pourrait coûter aussi peu que 7000 à 8000 \$ parce que le miniforage n'est même plus nécessaire.

Le public québécois ignore la géothermie, dont l'utilisation a été suggérée par le Suisse Zolly en 1912, même si c'est ici que les gains seraient probablement les plus spectaculaires. Plusieurs raisons expliquent cette situation, soit le manque d'information et de soutien gouvernemental, estime le président de la CETAF.

Dans certains États américains, les distributeurs d'électricité vont financer sans intérêt une

partie des équipements géothermiques parce qu'il ne leur en coûte pas cher de récupérer ainsi l'électricité épargnée, qu'ils recèdent à fort prix à d'autres. De son côté, Hydro-Manitoba finance la différence entre le coût du système de chauffage en place, même s'il se résume à 10 calorifères de 30 \$, et le coût du nouveau système au taux de 6,5 %. Il a été démontré que, pour le consommateur, le coût mensuel est inférieur, dès le premier mois, au montant d'énergie payé auparavant au distributeur d'électricité!

Un programme équivalent à celui du Manitoba, précisait le mémoire déposé en avril par la CETAF auprès de la Régie de l'énergie, coûterait environ 200 millions, soit sensiblement moins que les 550 millions du Suroît. Selon une vulgaire règle de trois, pour les 23 000 maisons nécessaires au remplacement du Suroît, il en coûterait donc approximativement 353 millions. Mais, contrairement au Suroît, les consommateurs rembourseraient Hydro-Québec complètement et l'énergie économisée serait disponible, comme au Manitoba, pour revenir à fort prix sur le marché américain.

### Pourquoi?

Quelles pourraient bien être alors les raisons qui empêcheraient Hydro-Québec d'en faire autant? M. Hébert montre du doigt un effet pervers méconnu de la division factice d'Hydro-Québec en divisions qui se vendent entre elles des électrons ou des services.

«La réponse est simple, dit-il. Hydro-Québec Distribution n'a pas intérêt à réduire ses ventes et ses profits, qui diminueraient trop vite avec une pareille économie globale. Le Québec reviendrait sous la barre des 165 TWh, ce qui fait que les nouveaux kilowatts ne pourraient plus être vendus et facturés au taux marginal des nouveaux projets ou achats, beaucoup plus élevés à 7-7,5 ¢ que l'électricité dite patrimoniale à 2,79 ¢ du kWh. Par contre, Hydro-Québec Production aurait intérêt à récupérer cette énergie pour la revendre plus cher, mais ce n'est pas elle qui décide des services aux clients. Le problème ne se poserait même pas dans une entreprise intégrée comme l'ancienne Hydro-Québec.»

Mais il y a eu un avantage à tout cela, ajoute le président de Geothermix: «On a été laissés à nous-mêmes, oui, mais ça nous a forcés à aller plus vite qu'ailleurs. On a réduit en moins de cinq ans les prix de plus de la moitié. Dans certains cas, des deux tiers. Et on a inventé au Québec des pompes qui s'installent sur les systèmes de chauffage existants, ce qui pourrait décupler le marché de la géothermie et réduire les coûts davantage. On a même développé au Québec des thermopompes murales pour les maisons sans conduites d'air, une première mondiale dont les résultats sont très concluants: un marché à court terme de 25 000 unités par an à des coûts abordables. Regardez-nous aller désormais au Québec!»

Le Devoir

Samedi prochain: l'autoproduction d'électricité grâce au vent



SECONAIR/GEOTHERMIX

En Suède, on a installé, uniquement en 2001, quelque 27 000 unités de gothermie, soit dans la quasi-totalité des nouvelles maisons.

## ÉDITORIAL

## La drogue olympique

Au cours des Jeux olympiques d'Athènes, il est prévu que les détectives de l'Agence mondiale antidopage (AMA) effectuent beaucoup plus de contrôles-surprises que lors des Jeux de Sydney. Leur handicap? Dans leur boîte à outils, ils ne disposent pas encore des ingrédients permettant la mise en relief des paravents chimiques qu'utilisent les chercheurs d'or et d'argent.

La règle est stricte: le personnel de l'AMA réalisera des tests sur les quatre premiers athlètes de chacune des épreuves inscrites à cette jouée olympique. Qui plus est, il mènera des enquêtes au hasard pour identifier, on l'aura deviné, les consommateurs de produits dopants. Le hic, c'est que bien des champions en mal de médaille sont en fait des artistes de l'alchimie. Plusieurs d'entre eux détiennent en la matière deux longueurs d'avance, c'est le cas de le dire, sur les inspecteurs de l'AMA. À cet égard, les jeux de Sydney s'avèrent rétrospectivement très instructifs.

En effet, n'eût été du hasard, on n'aurait peut-être jamais découvert que plus d'un médaillé de Sydney avait consommé des substances illicites. On pense évidemment au scandale dit Balco, du nom de cette entreprise californienne qui fournissait des sprinters en THG, un stéroïde indécélable jusqu'à l'automne 2003. Que vient faire le hasard dans cette histoire? L'an dernier, un anonyme a remis une seringue à l'Agence américaine de lutte antidopage (USADA) qui, après analyse, a découvert que la THG avait un effet plus marqué que celui de l'EPO.

Au cours des 15 prochaines jours, il est plus que probable que certains accros de la performance s'injectent de la CERA, une molécule développée par le groupe pharmaceutique Roche pour contrecarrer l'anémie. On soupçonne que des cyclistes maîtrisent cette forme améliorée d'EPO. On craint surtout que des sportifs s'en soient procuré en vue des Jeux et qu'ils passent entre les mailles de l'AMA. À noter que dans le cas de la CERA, une injection aux trois semaines est suffisante. Mais il y a plus grave.

Certains scientifiques ont la certitude que les présents Jeux vont innover, si l'on peut dire, en étant la scène où la nouvelle génération du dopage va se manifester. Il s'agit du dopage génétique. On croit que des athlètes seraient fortement enclins à s'injecter directement dans les muscles des gènes inventés pour combattre la dystrophie musculaire. Puisque le gène en question ne se retrouve jamais dans le sang ou dans l'urine, il est donc le nec plus ultra de la triche. De la magouille qui peut rapporter des millions de dollars au truant en crampons.

Entre les Jeux de Sydney et ceux d'Athènes, l'Agence mondiale antidopage (AMA), présidée par le Montréalais Dick Pound, a livré toute une série de bras-de-fer avec diverses fédérations sportives et plus d'un comité olympique. De prime abord, on pourrait juger étonnant qu'une organisation vouée à préserver tant bien que vaillamment ce qui reste de l'esprit olympique ait éprouvé certaines difficultés à inscrire sur sa liste des produits que certaines fédérations (on pense notamment à celle du cyclisme) ne voulaient pas interdire. On sera moins étonné une fois qu'on aura rappelé que ces fédérations confectionnent en partie leurs budgets avec les sommes versées par les grands commanditaires sportifs.

Prenez l'exemple de la délégation australienne, empêtrée depuis peu dans une série de scandales. Le comité olympique australien est associé à la compagnie Nike. Certains sportifs australiens sont liés à Adidas, d'autres à Reebok, lorsque ce n'est pas à Puma. En toute logique, pour ne pas dire naturellement, ces entreprises veulent, voire exigent, que des records soient enregistrés à chaque édition. De fait, les fabricants de chaussures, de shorts et autres vêtements font un discret lobbying afin qu'on interdise moins de produits que l'AMA ne le voudrait. Voilà pour l'amont.

En aval, les télédiffuseurs qui se nourrissent des investissements publicitaires des équipementiers de sport mais aussi de ceux de Coca-Cola, Kodak, Panasonic, McDonald's et Visa, principaux annonceurs de ces Jeux, voient d'un mauvais œil les agissements de l'AMA. Tous ont besoin de toujours plus de records. D'autant que les Jeux olympiques ne proposent pas autant de véhicules publicitaires que d'autres compétitions. En effet, les annonces sont interdites dans les stades.

Pourquoi diable tous ces acteurs se droguent-ils? Pour fuir la réalité... des limites humaines!



Serge Truffaut



## LETTRES

## L'insoutenable légèreté des jeunes libéraux

Les jeunes libéraux qui ont demandé l'abolition de la formule Rand devraient retravailler sérieusement leurs dossiers plutôt que de dénoncer la prétendue protection des incompetents par les syndicats. En effet, contrairement à ce qu'ils sous-entendent, la syndicalisation est déjà un choix dans notre société. D'une part, les syndicats se créent dans une entreprise lorsque la majorité des employés le souhaite; d'autre part, si la cotisation est obligatoire, l'adhésion demeure volontaire. Ce n'est pas pour rien que l'obligation de cotiser est protégée par la loi.

En maintenant cette règle, intégrée dans le Code du travail en 1977, les gouvernements successifs ont reconnu implicitement que la négociation collective des contrats de travail est favorable à une négociation individuelle. Tous les travailleurs étant protégés par la convention collective, il est normal que tous participent aux frais occasionnés par la négociation de cette dernière. L'intérêt collectif et la solidarité sont ainsi préférés aux intérêts individuels.

Dire que les travailleurs auraient intérêt à négocier individuellement leur contrat de travail est insoutenable en plus d'être rétrograde et individualiste. C'est en effet cette situation qui prévalait au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les jeunes libéraux reprennent des préjugés envers les syndicats qui n'ont jamais été vérifiés de manière sérieuse et qu'on entend trop souvent au Québec, y compris de la part du chef du Parti libéral. Ils proposent ni plus ni moins un renforcement de la sphère privée par rapport à une sphère publique qui encadre les relations de travail pour assurer la défense des intérêts collectifs.

Même si Jean Charest a rejeté cette propo-

sition, le mépris qu'il a affiché envers les syndicats au cours de la dernière année et ses flirts indécents avec la sphère privée ont sans aucun doute inspiré grandement ses jeunes partisans.

Pierre Avignon  
Montréal, le 9 août 2004

## Bravo pour les saints!

La présente est pour vous féliciter chaleureusement. Consacrer une pleine page à un saint dans chaque édition du samedi tient d'un courage éditorial presque héroïque en cette époque de désenchantement systématique et d'hégémonie matérialiste athée. Vous contribuez ainsi à remettre à jour un patrimoine d'une richesse inépuisable où se trouvent, je pense, un nombre considérable de solutions à des difficultés qui, autrement, semblent insolubles, même dans les mixtures pharmaceutiques les plus corrosives. L'absence de transmission symbolique est le meilleur moyen pour qu'une génération se retrouve dans une situation de désarroi parfaitement similaire à celle que vivent les 15-35 ans d'aujourd'hui. N'écoutez pas les vieux jeunes faux subversifs qui ne se sont pas encore rendu compte que l'agnosticisme institutionnalisé est sans doute la forme la plus furieusement antipolitique de conformisme à s'être imposée depuis le début de la Renaissance. Ils ont fait assez de dégâts comme ça. Encore bravo!

Steve Lavioie  
Le 13 août 2004

## Discours nuisible

Apprenons-nous des erreurs passées qui ont tant nui à la communauté gay?

Il est maintenant correct de défendre les droits des homosexuels dans un pays comme le Canada, et je suis fier de ce changement. Il

fut un temps où l'orientation sexuelle marginale était condamnée, voire rendue criminelle par nos traditions passées.

Quelle fierté d'être du défilé, cette année encore, pour montrer que la différence peut être si amusante, enjouée et variée! Je m'interroge cependant lorsque je lis des commentaires que je considère diffamatoires et insultants de la part de personnes se disant fières de leur homosexualité. D'autant plus lorsque cette personne représente une «voix» de la communauté gay à Montréal par sa position d'animateur radio. Dans un article d'opinion, M. Bigot nous exprime, sa haine et ses préjugés sur les râliens dans un discours qui me semble tout droit copié sur celui que nous entendions il y a si peu de temps sur les homosexuels.

Quel est le mal de s'afficher dans nos différences? Devient-on gay parce qu'on regarde un défilé? Non, pas plus qu'on ne devient râlien, mais dans les deux cas, il est possible de s'informer sur ces gens différents de nous au lieu d'en rester sur notre ignorance.

Votre discours est répréhensible et nuisible. M. Bigot, et j'espère que vous saurez vous en rendre compte. Blâmer les râliens pour ce qu'ils ont osé dénoncer à propos du pape, qui prône la non-utilisation des préservatifs et qui affirme même qu'ils sont inefficaces pour se protéger du sida, me semble être une prise de conscience absolument importante dans la préoccupation que vous soulignez lors d'un tel événement. Et si vous vous plaisez à grimper dans les rideaux à cause de la présence de certaines personnes qui ne seraient pas en lien avec cette «fierté gay» commencez tout de suite à pondre un texte sur le lien entre les brasseurs de bière, Air Canada, Trojan, les bars du Village, etc., et les actes homophobes de Stonewall.

Jean-François Cyr  
Montréal, août 2004

## REVUE DE PRESSE

## «Jeff, t'es pas tout seul!»

ANTOINE ROBITAILLE

«Jeff, t'es pas tout seul»: le titre d'une chanson de Jacques Brel illustre bien la posture adoptée par le *National Post* cette semaine dans l'affaire CHOI-FM. La plupart des journaux du ROC ont pris parti contre le CRTC. Mais seul le *Post* en a fait une grosse affaire.

Mardi en éditorial, il incitait ses lecteurs à participer à la manifestation d'appui à la radio-poubelle sur la colline parlementaire à Ottawa. Le *Post* estime que le CRTC a «bâillonné» CHOI pour de mauvaises raisons: «une poignée de remarques peu glorieuses, faites par l'animateur Jeff Fillion». Mais ces commentaires sont somme toute «ouvertement adolescents, par exemple une allusion à la taille de la poitrine d'une personnalité médiatique». Le *Post* juge tout cela «assez anodin par rapport à ce qu'on peut trouver sur Internet ou ce qu'on entend sur les chaînes de télévision câblées, maintenant devenues des médias de masse». Les propos de Fillion, aux yeux des éditorialistes, ne relevaient absolument pas de la «littérature haineuse». (Il est vrai que l'idée, émise par Fillion, de «gazer des handicapés» parce que ceux-ci sont des «paquets de troubles» peut être assimilée à des propos dégoulinant d'amour!)

Selon le journal torontois, il est encore possible pour le gouvernement fédéral de forcer le CRTC à revenir sur sa décision de ne pas renouveler le permis de CHOI. «Selon la loi, le cabinet a 90 jours pour agir après le jugement du CRTC», ce qui donne du temps à la ministre du Patrimoine, soit jusqu'à la mi-octobre environ. D'où l'importance, dit le *Post*, de continuer de faire pression sur Liza Frulla mais aussi sur le premier ministre Paul

Martin, lequel devrait «tenir compte de la volonté populaire qui s'est exprimée lors de diverses manifestations». Le CRTC a commis un «acte de censure indéfendable», affirme le *Post*, et «le gouvernement a la possibilité de corriger cet abus du CRTC».

Sinon? Sinon, on pourra dire que le Canada n'est plus une «société libre». Rien de moins: c'est l'essayiste Claire Hoy qui l'affirmait jeudi dans le *Post*. «Le diplomate américain Adlai E. Stevenson Jr. a déjà défini ainsi une société libre: "là où on se sent en sécurité même si on est impopulaire"». Selon Hoy, la décision du CRTC dans le cas de CHOI illustre justement un déclin de la liberté canadienne puisqu'en sanctionnant des propos «impopulaires», le CRTC, un «organisme de non-élus», a décidé «à notre place» de ce qu'il «ne fallait pas entendre». (Drôle d'argument: on pourrait en effet répliquer que la radio-poubelle à la Fillion se charge précisément de rendre certaines personnes très impopulaires et que, de surcroît, elle le fait de manière à ce que cette impopularité soit source d'«insécurité»). Parlez-en à des gens démissionnés par «Jeff» et qui ont reçu des menaces, des œufs ou des courriels haineux suscités par le gourou de CHOI. Mais selon Hoy, «si Fillion fait dans la diffamation, nous avons des lois pour cela». Donc, pas besoin du CRTC.

La réplique est venue de nulle autre que Sheila Copps, dans le même *National Post* hier. L'ex-ministre avoue qu'elle ne voudrait pas être à la place de Liza Frulla. Car CHOI n'est pas le seul dossier controversé du CRTC par les temps qui courent:

il y a en effet le refus d'octroyer un permis à RAI, une chaîne italienne, et l'octroi d'un permis au «CNN arabe», al-Jazira.

Selon Mme Copps, c'est précisément afin que les choix de permis ne dépendent pas du politique que le CRTC a été créé. Les trois cas illustrent bien la difficulté que représenterait, pour un politicien, l'obligation de trancher. Mme Copps raconte qu'il y a quelques années, elle avait eu du mal à faire comprendre à un ministre italien interloqué qu'il était impossible pour une ministre canadienne de faire pression afin que la station RAI obtienne un permis de diffuser. «Je lui ai dit que dans le système canadien, les politiciens sont écartés du processus d'octroi des permis». C'est pourquoi on confie ce processus à un organisme indépendant: pour éviter que «les permis de télévision et de radio soient accordés ou retirés en fonction du courant politique dominant à un moment donné».

Selon Mme Copps, avant de crier à la censure, il faut se rappeler deux choses: «Les ondes appartiennent au peuple et non aux intérêts privés». Ensuite, «on donne le privilège aux intérêts privés d'obtenir un permis moyennant un engagement de leur part de respecter un minimum de décence». Un système où les politiciens donnent ou retirent les permis, «c'a déjà été essayé», conclut Mme Copps: ça s'appelait la Pravda.

Le cas de CHOI a inspiré l'humoriste Rob McKenzie, encore et toujours dans le *National Post*, cette semaine. Jeudi, il plaisantait en imaginant



du Canada

## IDÉES

À la veille de souffler ses 400 bougies

## L'Acadie, entre le mythe et la réalité

PASCAL ALAIN

Historien et responsable du développement culturel et patrimonial à la ville de Carleton-Saint-Omer et à l'Écomusée Tracadie

Ce dimanche 15 août, les Acadiens de souche et de cœur envahiront les rues afin d'exprimer leur fierté d'appartenance à la culture francophone. Ce sera le grand tintamarre, une tradition qui consiste à faire du bruit pour marquer un événement joyeux, soit la fête nationale du peuple acadien. C'est le 15 août 1884 que les Acadiens se réunissent en convention nationale à Miscouche, sur l'île du Prince-Édouard, pour se choisir un drapeau, le tricolore avec l'étoile dorée dans la partie bleue, un hymne national, l'*Ave Maris Stella*, et, bien sûr, une fête nationale. Célébrant cette année son 400<sup>e</sup> anniversaire de fondation, l'Acadie poursuit sa destinée sur les chemins sinueux de l'histoire...

## Un peu d'histoire

Après le passage du navigateur malouin Jacques Cartier au Canada en 1534-35, la France met un terme à ses grandes explorations outre-atlantiques. D'une part, Cartier ne connaît pas le pays. Il échoue donc dans ses tentatives de colonisation, le froid et le scorbut étant les ennemis jurés des premiers colons. D'autre part, la France s'embourbe dans des guerres de religion qui font sombrer cette partie du globe dans d'interminables et fort sanglantes guerres civiles. Il faut patienter jusqu'en 1604 pour que la France reprenne le flambeau des grandes découvertes en ce Nouveau Monde bien connu des Amérindiens depuis plusieurs milliers d'années.

Il y a tout juste quatre siècles, d'autres Français débarquent en Amérique du Nord en quête d'une nouvelle vie. Ces Européens seront nommés Acadiens dans nos livres d'histoire, en plus d'être reconnus pour avoir fondé une première véritable colonie de peuplement qui deviendra plus tard le Canada. S'installant sur le territoire correspondant à la Nouvelle-Écosse actuelle, ces hommes et ces femmes venus d'ailleurs ont dû affronter différentes situations, passant de défricheurs à conquies, de déportés à déracinés, d'oubliés à ressuscités, d'assimilés à enrégés... Quatre cents années se sont succédé pour faire place à un XXI<sup>e</sup> siècle décisif pour l'avenir des Acadiens des Maritimes. Certes, le million de descendants acadiens que l'on dénombre actuellement au Québec est fier de ses ancêtres et de ses racines, mais il serait prétentieux d'affirmer qu'il doit lutter pour sa survie au même titre que ses compagnons des provinces maritimes. A n'en pas douter, les populations francophones du Nouveau-Brunswick, et surtout de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, sont plus vulnérables et plus facilement divisibles parce que minoritaires en leur propre pays. Leur lutte pour la sauvegarde de leur culture et de leur avenir en tant que peuple est inscrite en permanence à l'ordre du jour. Au fil du temps, des troupes tombent au combat, certaines autres s'essouffent, d'autres encore ont renoncé à se battre pour diverses raisons. Tout bien considéré, malgré la grande fête qui se prépare, le statut actuel de l'Acadie s'apparente à une collectivité minoritaire au destin incertain.

## Question de survie

Chose sûre, les Acadiens ont su développer une véritable société. Il n'y a pas d'exemple comparable chez les autres minorités francophones du Canada: institutions à caractère politique, entreprises, associations et événements témoignent de leur vitalité et de leur refus d'être submergés par la marée culturelle anglo-saxonne. Leur combat pour la survie est



Drapeaux et sourires: l'ouverture du Congrès mondial acadien, il y a deux semaines.

sans répit, et rien n'indique qu'une trêve est sur le point de survenir. Pourtant, le XXI<sup>e</sup> siècle semble porteur de menaces bien plus terribles que la Déportation de 1755; j'ai nommé l'uniformisation culturelle, l'assimilation au compte-gouttes et l'acculturation inconsciente. Un fléau plus ravageur que le Grand Dérangement, est-ce possible? J'en conviens, plus que jamais, la fête nationale du 15 août est célébrée de façon remarquable, rendant le tintamarre plus bruyant qu'un défilé de la coupe Stanley.

Cependant, la réalité rattrape nos frères et sœurs acadiens. Les statistiques révèlent que leur taux de natalité est en baisse constante et que la courbe des décès est sur le point de dépasser la courbe des naissances! L'histoire est tapie dans l'ombre et semble guetter l'Acadien, qui doit lutter continuellement pour que l'on reconnaisse son droit à l'existence.

Au recensement de 1961, les Acadiens représentent respectivement 39,5 %, 11,9 % et 16,6 % de la population totale du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Quarante ans plus tard, au recensement de 2001, l'état de la situation n'est guère rehausant.

Statistique Canada nous apprend que le pourcentage de la population de langue maternelle francophone pour ces mêmes provinces maritimes se situe à 32,4 %, 3,7 % et 4,2 %. Force est de constater que la réalité est telle que les Acadiens des Maritimes tombent massivement sous les feux de l'assimilation.

## Contradiction?

Dispersés, sans territoire officiel et sans statut politique, les Acadiens forment-ils un peuple mythique? Ne sont-ils qu'une construction de l'esprit? En tant que minorité culturelle vivant au Canada et à titre de fondateurs du Canada contemporain, ne peuvent-ils pas bénéficier d'une véritable reconnaissance qui leur permettrait de traverser en toute quiétude les siècles à venir? La récente nomination de l'artiste multidisciplinaire Herménégilde Chasson à titre de représentant de la couronne britannique en sol néo-brunswickois laisse un goût amer

dans la bouche de nombreux Acadiens, qui y voient une contradiction pour le moins frappante. Nommé gouverneur-général de la province dans la foulée des célébrations du 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Acadie, Herménégilde Chasson déclare le jour même de sa nomination que les Acadiens ne vivent plus dans le passé et qu'ils n'ont pas besoin de recevoir d'excuses ni d'une reconnaissance canadienne de la déportation des Acadiens pour aller de l'avant. Le contestataire d'hier est-il le muselé de demain? Comme si Gilles Vigneault s'empresait de succéder à Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec...

A bien y penser, que feraient les Acadiens des excuses du Canada? Les excuses ne garantissent pas l'avenir d'un peuple. Elles ne servent qu'à l'endormir... Par contre, pour ce qui est d'une véritable reconnaissance, c'est une tout autre histoire. En décembre 2003, de nombreux Acadiens se réjouissent de la décision du cabinet fédéral d'entériner une proclamation royale qui reconnaît le préjudice causé aux Acadiens lors du Grand Dérangement. D'où le problème... Cette reconnaissance n'a qu'une portée symbolique. Elle se résume à un laminé accroché sur un mur. Il aurait fallu qu'elle serve de tremplin à un éventuel plan de relance économique de certaines régions acadiennes à la situation précaire. Il n'en fut rien. Les Acadiens ont même dû multiplier les pressions auprès d'Ottawa pour obtenir du financement pour l'organisation des fêtes du 400<sup>e</sup> de l'Acadie. Reconnaissance? Non, il faudrait plutôt parler de méconnaissance ou d'ignorance!

La ténacité des Acadiens n'est plus à prouver et des indicateurs permettent de croire qu'ils seront bien présents pour relever les nombreux défis qu'impose le XXI<sup>e</sup> siècle aux minorités culturelles de la planète. Gardons toutefois à l'esprit que l'identité acadienne n'est pas à l'abri des nombreuses menaces qui pourraient l'anéantir. En ces temps où la défense de la différence se traduit en un combat quotidien, célébrons l'Acadie avec nos frères et sœurs acadiens! Que le grand tintamarre commence!



Gil Courtemanche

## Du sport comme forme d'art

Je préviens tout mon entourage: à compter de ce matin et pour les deux prochaines semaines, je pointe aux abonnés absents. Pour cette période, mon programme est rempli; il ne me reste aucun créneau horaire de libre. Il en est ainsi tous les quatre ans lorsque débute les Jeux olympiques. Je deviens accro. Ma femme vous dira que pour ce qui est du sport, je suis toujours accro, et je regarde même les tournois de fléchettes. Elle exagère légèrement, mais je dois avouer qu'il fut un temps où je ne ratais pas un seul tournoi de mini-put.

J'ai toujours été maniaque de sport, depuis ma petite enfance. Premier sur les patins le matin et dernier sorti de la patinoire le soir. Très jeune, je me pris au jeu de la compétition sportive et, très rapidement, j'appris qu'il est aussi difficile d'exécuter un revers brossé parfait au tennis ou de lancer une balle tombante au baseball que d'écrire des alexandrins ou d'aligner des gammes. Cela força mon respect et m'épargna de tomber dans cette triste dichotomie actuelle qui soutient que le sport est une activité mineure du genre humain.

Maintenant que je ne pratique plus de sports, je me rends compte que mon rapport à celui-ci est complexe. Ainsi, lors des périodes difficiles de ma vie, j'ai découvert que la contemplation d'une compétition sportive ne tenait pas seulement du divertissement mais aussi d'une sorte de simplification d'une partie de la vie. Contrairement à l'appréciation des œuvres d'art ou de la littérature, qui sont affaires de goût ou de philosophie, le résultat sportif ne se discute pas. On sait immédiatement qui court le plus vite et saute le plus haut. La fréquentation même télévisuelle du sport simplifie la vie pendant quelques heures. La lecture la complique.

La compétition olympique ajoute d'autres dimensions. Ce sont à la fois des individus et des nations qui s'affrontent. On reproche souvent aux maniaques de sport de n'exister qu'en s'identifiant à un athlète, à une équipe ou à son propre pays. On cite souvent à cet égard les effroyables débordements de violence qui ont lieu lors de matchs de football. On pourrait rétorquer que la foi politique et religieuse entraîne souvent les mêmes excès. Aucune activité de l'humain n'échappe à la grandeur et à la petitesse de l'humanité. Le besoin de s'identifier et ainsi de se sentir plus grand n'est en rien méprisable. Il fait partie des facteurs qui expliquent l'existence des religions. De même pour cette tendance à la fierté patriotique qui entoure parfois les manifestations sportives comme les Jeux olympiques ou les Coupes du monde. Il est tout à fait légitime et normal de vouloir faire partie d'une communauté d'humains et de ressentir de la fierté lorsqu'un de ses membres réussit un exploit. Il y a effectivement une partie de chacun d'entre nous dans le succès de chacun des membres du groupe. Ce n'est que lorsque le groupe proclame sa supériorité ou son absolue différence que l'identification à une communauté devient dangereuse.

Les intellectuels oublient souvent aussi que le sport constitue une forme d'expression qui correspond à un besoin profond de l'humain, celui de proclamer par quelque moyen que ce soit sa singularité et son identité, le besoin de faire sa marque et d'occuper une place. C'est aussi très souvent pour les jeunes un important facteur de socialisation et de normalisation des comportements. Combien de sportifs ont ainsi évité la marginalisation sociale?

Je retrouve aussi dans les Jeux olympiques la célébration de l'effort, de la persistance, du travail solitaire, un peu comme le prix qui vient couronner un roman qui a monopolisé dix ans de la vie d'un auteur. Je dois avouer que je suis incapable de dire si le fait de remporter le Goncourt est plus remarquable que les notes parfaites de Nadia Comaneci ou les plongeurs d'Alexandre Dépatie à la tour de dix mètres. Quand Caroline Brunet, elle qui est championne du monde, pagaie dans le vent dément du bassin de Sydney, se fait priver du podium, se remet à l'entraînement et revient au plus haut niveau, je ne vois pas seulement une embarcation qui file mais toute une vie d'efforts solitaires que je trouve aussi admirables que la ténacité obstinée du poète à écrire des vers. Finalement, il y a la pure beauté, la pure grâce, la pure élégance de la gymnastique, du saut en hauteur et du saut à la perche. La superbe symbiose de la technique et de la force dans les lancers ou dans l'haltérophilie, de la technique et de la vitesse dans les sprints, la précision artistique du plongeur. Les Grecs avaient compris que le sport et la création artistique devaient aller de pair. Leurs sculpteurs ont fait du discobole un critère de beauté et les lutteurs s'entraînaient au son de la flûte. Le Canada n'a pas encore compris cela. S'il est normal de subventionner la culture — et on ne le fait pas suffisamment —, il serait tout aussi normal de considérer le sport comme un besoin aussi essentiel que la culture. Le sport dit amateur ne reçoit que 14 millions de dollars en subventions du gouvernement canadien. C'est une honte qui ne s'explique que par ce préjugé élitiste qui veut que le cinéma soit plus essentiel à une société que l'activité physique.

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Appel à Bernard Landry

MARC BRIÈRE

PQ Notre-Dame-de-Grâce

CLAUDETTE CHALIFOUR

PQ Outremont

CLAUDE-G. CHARRON

JEANNINE VALOIS

PQ Marquette

À 67 ans, Bernard Landry a une quarantaine d'années de service public derrière lui: en 1962, il était élu président des étudiants de l'Université de Montréal; c'est en 1976 qu'il fut élu pour la première fois à l'Assemblée nationale et qu'il devint ministre d'État au développement économique dans le premier gouvernement de René Lévesque. En 1985, il devint ministre des Finances dans le cabinet de Pierre Marc Johnson, puis vice-premier ministre dans le cabinet de Jacques Parizeau, en 1994, et dans celui de Lucien Bouchard en 1996. Avec la démission de celui-ci, en janvier 2001, Landry devint chef du Parti québécois, par acclamation, sans qu'un scrutin soit tenu auprès des membres. Il sera premier ministre jusqu'à la défaite du PQ, en avril 2003.

C'est là une brillante carrière publique, du moins jusqu'à cette humiliante défaite de 2003 alors que le PQ ne recueillait que 33 % des voix, son score le plus bas depuis 1973. Comme chef de l'opposition, il connut une année que des analystes ont jugée médiocre, malgré la chute vertigineuse de popularité du premier ministre libéral.

Bernard Landry, qui a beaucoup mérité de la patrie et dont les nombreux talents sont appréciés par

un grand nombre des membres de notre parti, s'approprierait à annoncer, lors du prochain conseil national du PQ, les 27, 28 et 29 août prochains, qu'il entend rester chef du parti et prendre sa revanche aux élections de 2007 ou 2008.

Le problème est que cette perspective souffre d'un déficit de légitimité. Landry n'a jamais été élu à la présidence du PQ et sa défaite électorale comme premier ministre a miné sa crédibilité, aussi bien auprès des membres du parti que dans l'électorat québécois. Depuis la défaite du premier ministre Antonio Barrette (Union nationale) en 1960, tous les premiers ministres québécois battus dans lors d'élections générales ont démissionné de leur poste de chef de leur parti: Jean Lesage (libéral), Jean-Jacques Bertrand (Union nationale), Robert Bourassa (libéral, en 1976), Pierre Marc Johnson (Parti québécois, en 1985), Daniel Johnson (libéral, en 1994). Nous croyons que Bernard Landry devrait suivre cette tradition et ouvrir la voie à la tenue d'un scrutin à la présidence du Parti québécois, qui pourrait avoir lieu à l'automne 2005 ou au printemps de 2006, soit après le congrès de juin prochain au cours duquel les membres seront appelés à renouveler le programme, les règlements et les stratégies du PQ.

Si Bernard Landry croit qu'il est toujours l'homme de la situation — ce dont plusieurs doutent, malgré l'estime qu'ils ont pour lui —, il pourrait se porter candidat, comme devraient évidemment le faire tous ceux qui aspirent à la direction du parti.

Selon les règlements du PQ, cette élection à la présidence doit se faire au suffrage de tous ses membres, ce qui devrait favoriser un élargissement de la base par des campagnes de recrutement de membres. Après un cheminement démocratique aussi exemplaire, le Parti québécois sera fin prêt pour solliciter à nouveau la confiance des Québécois.



Bernard Landry

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); José Boileau (historien, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Mungar (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (supplément éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé); Pauline Gravel (sciences); Michel Garnier (cartooniste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (supplément cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (média), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque; Marie-Hélène Allaire (secrétaires à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shields (commissaires); La documentation: Gilles Paré (directeur), Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avri, Jean de Billy, Mariève Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Michéline Riordan, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Lagorte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zornitsis, Michel Bernatchez, Philippe Berne, Johanne Brunet, Danielle Castara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida; INFORMATIQUE: Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Ghislaine Lévesque, Geneviève Duguay, Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

# LE DEVOIR

Directeur: Gérard PILON

FAIS CE QUE DOIS

Rédacteur en chef: André LAURENDEAU

MÉTÉOROLOGIE  
Néigeux et orageux, chaud et humide.  
Maximum: 33  
Gracieuseté de:  
Shearer Lumber Co. Ltd.  
MONTREAL

FÊTE DU JOUR  
SAINT GAÉTAN DE THIENNE  
L'Imprimerie:  
F. PILON Inc.  
Papeterie - Dactylographie  
Accessoires de bureau

VOL. LII - NO 183

Semaine du 9 au 15 août 1961

10 cents l'exemplaire

12 août 1961

## Me Gravel: "ça bouge" au sujet de la réouverture de l'affaire Coffin

QUEBEC (De notre envoyé spécial) - Rejoint à son bureau de Québec, hier soir, Me François de B. Gravel, l'un des avocats de Wilbert Coffin, a laissé savoir que l'inspecteur Henri Doyon avait été victime tout au moins d'une injustice lorsqu'il a été envoyé de Gaspé à Québec, en 1953.

"Tout policier honnête doit informer ses supérieurs lorsqu'il a une opinion personnelle sur un cas, a-t-il dit. Henri Doyon a simplement déclaré à ses supérieurs qu'il connaissait la mentalité gaspésienne et Wilbert Coffin en particulier, et qu'il y aurait peut-être lieu de regarder ailleurs pour retracer le meurtrier des trois chasseurs américains".

A ce moment-là, les supérieurs immédiats de Doyon lui auraient reproché de connaître Coffin personnellement et l'auraient déplacé "parce qu'il cherchait à le sauver".

L'inspecteur Doyon a été le premier à enquêter sur la mort des Américains, assassinés dans un bois de la péninsule gaspésienne, entre le 10 et le 13 juin 1953.

Pourtant, il a été remplacé en plein milieu de l'enquête et envoyé à Québec, après avoir servi durant 14 ans dans la police provinciale de la Gaspésie.

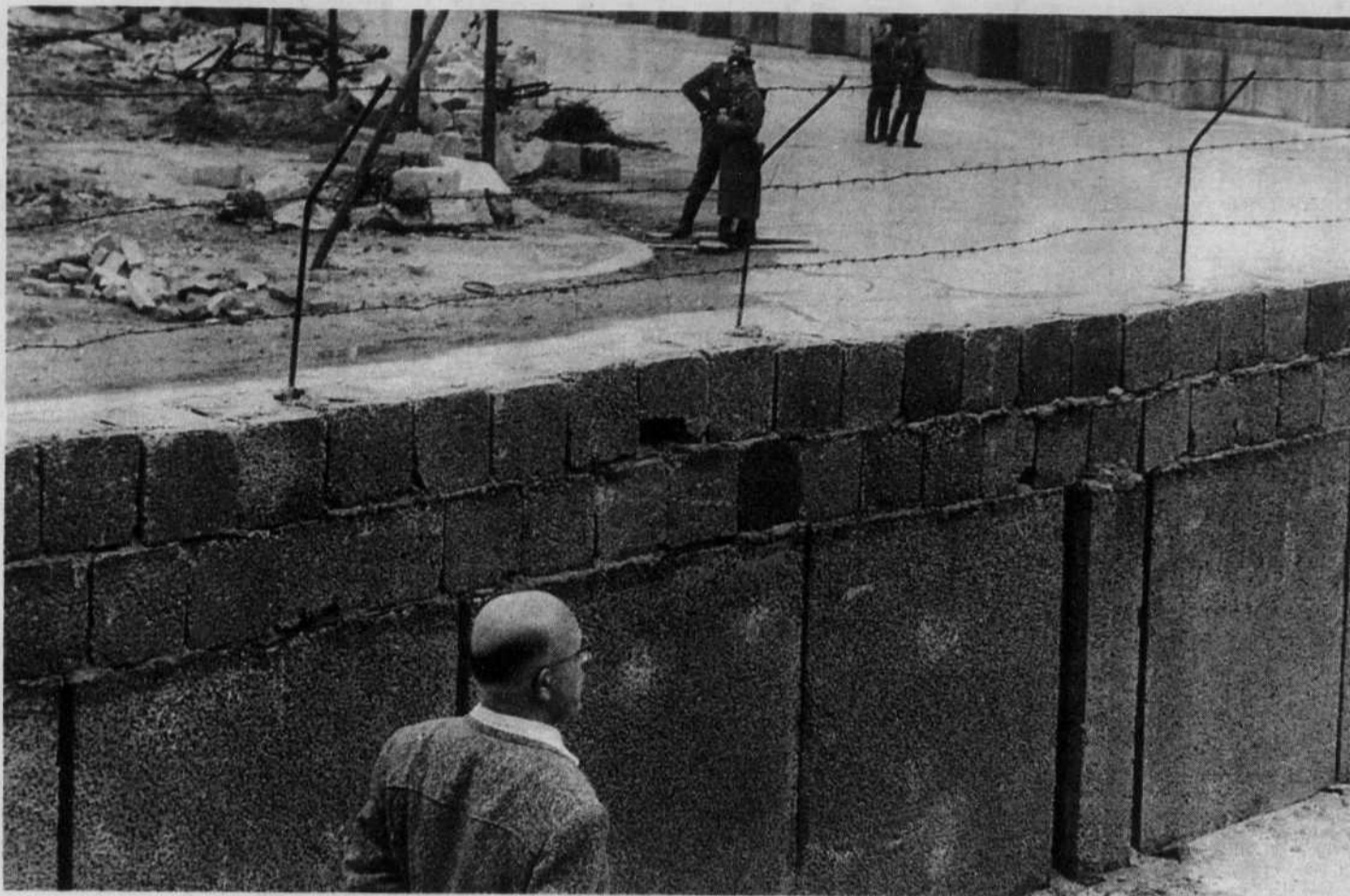
### VERS UN NOUVEAU PROCÈS?

Me Gravel représente actuellement M. Doyon dans une poursuite au montant de \$50,000 que ce dernier a intentée au gouvernement provincial pour congédiement indu, il y a quelques semaines.

"Je ne connaissais pas Doyon, a déclaré Me Gravel, avant qu'il vienne me demander de le représenter dans cette cause. Nous avons parlé de l'affaire Coffin et il m'a dit qu'il continuait d'entretenir de forts doutes quant à la culpabilité de Coffin".

L'avocat a déclaré que les exhibits qui ont servi au procès du Gaspésien ont été détruits moins de trois jours après la pendaison de Coffin. "Et cela, a-t-il ajouté, malgré que nous ayons demandé, le jour même de la pendaison, de les conserver".

Me Gravel, qui a passé deux heures en compagnie de M. Jacques Hébert, l'auteur de "Coffin était innocent", jeudi, a reconnu que "ça bougeait". Il n'a toutefois voulu faire pour le moment aucun commentaire quant à la réouverture de la cause Coffin mais il paraissait fort optimiste quant à l'aboutissement des présents événements.



AGENCE FRANCE-PRESSE  
A leur réveil hier matin, les Berlinoises de l'Est et les Allemands de l'Est en général ont pu constater qu'il ne leur était plus possible désormais de se rendre à Berlin-Ouest que ce soit pour y faire des emplettes, pour y travailler ou pour s'y réfugier.

14 août 1961

## Troupes et blindés communistes ferment la frontière entre les deux secteurs de Berlin

# Violente réaction des Berlinoises

BERLIN. - A l'aube hier, toutes les communications ont été rompues entre la République démocratique allemande et Berlin-Ouest: tout au long de la frontière de 25 milles environ, des barbelés ont été érigés et des troupes appuyées par des blindés ont pris position. A leur réveil hier matin, les Berlinoises de l'Est et les Allemands de l'Est en général ont pu constater qu'il ne leur était plus possible désormais de se rendre à Berlin-Ouest que ce soit pour y faire des emplettes, pour y travailler ou pour s'y réfugier.

Ces mesures brutales ont provoqué dans les deux secteurs de l'ancienne capitale du Reich une violente colère qui s'est traduite par de nombreuses manifestations. Dans Berlin-Ouest, des milliers de personnes ont manifesté contre le régime de la RDA tandis qu'à Berlin-Est, la foule en venait aux prises avec la police et les miliciens. La police de Berlin-Est a lancé à un certain moment des grenades lacrymogènes dans une foule de 2,000 Berlinoises de l'Ouest qui manifestaient violemment de l'autre côté des barbelés.

### Nombreux incidents

A un autre moment, des détachements de la police populaire communiste ont utilisé leurs matraques pour disperser quelques centaines de jeunes Berlinoises de l'Ouest qui les injuriaient copieusement. Pour éviter une aggravation de la situation, la police de Berlin-Ouest a invité de son côté les manifestants à se disperser et a érigé des barricades afin d'empêcher les Berlinoises de l'Ouest de s'attaquer à la police communiste.

La journée avait été marquée par de nombreux incidents des deux côtés de la frontière. Hier soir, des détachements d'élite de la police de Berlin-Ouest ont entrepris de monter la garde le long de la frontière tandis que par haut-parleurs, les autorités du secteur occidental invitaient la population à demeurer calme. M. E. Lemmer, ministre des affaires pan-allemandes dans le gouvernement de Bonn, s'adressant à une foule de plusieurs milliers de personnes réunies près de la porte de Brandebourg (le principal lieu de passage entre les deux secteurs de la ville), leur a demandé de "préserver leur calme et leur discipline".

De son côté, l'agence de presse officielle ADN, de l'Allemagne orientale, [...] n'a fait nullement état des divers incidents au cours desquels la police communiste a eu recours aux matraques et au gaz lacrymogène.

Côté occidental, quelques centaines de Berlinoises ont arraché une clôture de barbelés près de la porte de Brandebourg mais ont été repoussés par des miliciens communistes qui leur ont donné la chasse, baïonnette au canon. A un autre endroit de la frontière, la police communiste a dirigé de puissants jets d'eau sur des Berlinoises de l'Ouest qui conspuaient les autorités de Pankow.

L'agence ADN (pro-communiste) a soutenu que "les Berlinoises ont applaudi et acclamé les unités de l'armée populaire qui faisaient leur entrée dans la capitale".

Malgré ces mesures rigoureuses, un certain nombre d'Allemands de l'Est ont fait des efforts désespérés pour gagner Berlin-

Ouest hier, souvent pourchassés par les miliciens et les gendarmes communistes.

Le maire de Berlin-Ouest, M. W. Brandt, a annoncé hier soir au parlement municipal qu'environ 800 personnes avaient réussi à franchir la frontière au cours de la journée de dimanche: la plupart ont mis des heures à gagner Berlin-Ouest, en empruntant les voies les plus diverses: jardins, toits, ruines, cours, etc. ou même en franchissant à la nage la rivière Havel. De samedi midi à neuf heures hier soir [dimanche], il était arrivé à Berlin-Ouest 4,000 nouveaux réfugiés. Les porte-parole de l'administration de Berlin-Ouest et des gouvernements occidentaux ont dénoncé les mesures brutales du régime de Pankow comme une grave violation des accords des "Quatre Grands" [Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France] sur le contrôle de l'ancienne capitale du Reich. [...] Selon certaines rumeurs, des unités militaires soviétiques auraient participé à la fermeture de la frontière: un officier britannique a dit avoir vu un détachement de soldats russes ériger des barricades et placer des barbelés à l'entrée d'une gare de chemin de fer, aux confins de Berlin-Est et du secteur britannique.

### Opération faite dans la nuit

Les unités de la police communiste ont érigé barbelés et barricades dans 67 des 80 rues et avenues qui unissent les deux secteurs de Berlin; dans les treize autres, des postes de garde ont été installés qui ne laissent passer pra-

tiquement aucun Berlinoise de l'Est. C'est vers 1.30 heure du matin, dans la nuit de samedi à dimanche, que les tanks et les camions remplis de soldats et d'agents de police en uniformes vert-olive, mitraillettes au bras, ont commencé à rouler en direction de la frontière qui sépare les deux secteurs.

Le décret publié par le gouvernement de la RDA porte qu'aucun citoyen de l'Allemagne orientale ne pourra désormais se rendre à Berlin-Ouest sans avoir une autorisation spéciale. De plus, les trains, trams et rames de métro qui circulaient jusqu'ici entre les deux secteurs de Berlin ou entre Berlin-Ouest et la RDA, ont cessé de le faire.

### Brandt demande: riposte énergique

A Berlin-Ouest, un porte-parole américain a qualifié les mesures adoptées par la RDA de "violation extrêmement grave du statut quadripartite de Berlin et de l'accord sur la libre circulation à l'intérieur de la ville". Le Parlement de la ville-Etat de Berlin-Ouest a été convoqué en session extraordinaire hier et le maire Brandt a tenu une réunion urgente avec les trois commandants militaires occidentaux. Le maire a annoncé par la suite que le Parlement de Berlin compte que les puissances occidentales vont prendre "les mesures les plus énergiques" pour riposter à celles de la RDA.

Plusieurs des réfugiés qui sont arrivés à Berlin-Ouest hier font état d'importants mouvements de troupes est-allemandes et soviétiques autour de Berlin-Ouest et ailleurs dans la République démocratique allemande.

9 août 1961

## Une loi des Etats-Unis pour paralyser Hoffa et ses amis

WASHINGTON. - Le sénateur McClellan, qui a dirigé la commission d'enquête sur les pratiques syndicales frauduleuses, prépare actuellement un projet de loi destinée à "empêcher James R. Hoffa et son groupe de s'emparer du contrôle du mouvement syndical américain".

Il a cependant avoué qu'il ne sera pas facile de faire triompher son point de vue s'il ne reçoit pas l'appui des bons éléments qui constituent le mouvement syndical du pays. Sans expliquer les détails de son projet de loi, il a dit que ce bill aura les mêmes effets que la loi contre les monopoles afin d'empêcher Hoffa de mettre la main sur les autres syndicats du transport aux Etats-Unis.

"Si Hoffa réussit à contrôler tous les syndicats du transport, a dit le sénateur McClellan, il pourra à volonté déclencher une grève générale et paralyser toute l'économie du pays."

Le syndicat des camionneurs (teamsters) qui groupe de 1,400,000 à 1,700,000 membres, dont 40,000 au Canada, est le syndicat le plus puissant des Etats-Unis. Il a été expulsé de la centrale syndicale FAT-COI en 1957 sous des accusations de corruption.

Le sous-comité du Sénat que présidait McClellan a accusé les dirigeants du syndicat des camionneurs de s'être approprié des biens du syndicat, de s'être associés à des bandits et d'avoir conclu des ententes secrètes avec les employeurs sur le dos des travailleurs. [...]

Lors du récent congrès de son syndicat à Miami, Hoffa a menacé la FAT-COI de fonder une centrale rivale si son syndicat n'était pas réinstallé au sein de la centrale. [...] Un avocat new-yorkais, Bartley Crum, a déclaré devant le sous-comité sénatorial que l'ambition de Hoffa était d'embrasser dans un seul syndicat tous les travailleurs du transport.

10 août 1961

### Au moment de rentrer en France, M. Massenet:

"Le besoin d'un métro pour Montréal ne fait aucun doute"

Le président de la Régie autonome des transports parisiens constate que l'administration municipale est "très avancée" dans les études entreprises sur la construction d'un métro, études indispensables avant d'arrêter une décision finale. [...]

M. Pierre Massenet s'est dit d'avis qu'il ne serait pas tellement plus profitable à la Ville de Montréal de procéder à de nouvelles consultations avec les spécialistes d'autres grandes villes. Il lui semble que, au stade où en sont les recherches et les études, la situation est mûre.

M. Massenet d'ajouter: "Nous ne sommes pas des agents commerciaux. En apportant ici de nouvelles données techniques, nous n'avons rien à perdre ou à gagner. Ce que nous apportons, en somme, c'est le fruit de l'expérience de l'exploitation d'un métro établi il y a 60 ans. C'est le plus vieux métro au monde. Déjà, Montréal possède de beaucoup de renseignements recueillis dans d'autres centres."

Le président de la RATP, interrogé sur le bien-fondé du projet, a déclaré: "Le besoin d'un métro à Montréal, quel qu'en soit le mode, ne fait aucun doute!" Mais M. Massenet devait ajouter: "Évidemment, il ne m'appartient pas de dire ce que Montréal doit faire. Ce n'était pas notre rôle ici." [...]

Le président de la RATP a pris hier soir le train pour New-York. Il passera quelques jours dans la métropole américaine pour inspecter les nouvelles installations du métro new-yorkais avant de s'embarquer à bord du Liberté et regagner la France.

10 août 1961

### Projecteurs sur Montréal

Les quatre énormes projecteurs tournants qui, du haut de l'immeuble de la Banque Royale, rue St-Jacques, balayaient depuis quatre ans le ciel nocturne de Montréal, fonctionneront désormais au sommet du nouvel immeuble cruciforme de 42 étages, place Ville-Marie où la Banque Royale va transporter son siège social.

Recherche et adaptation: Pierre Rousseau

9 août 1961

## RUANDA-URUNDI: les combats entre Hutus et Tutsis ont fait cinquante morts

USUMBURA. - Une cinquantaine de personnes ont perdu la vie jusqu'ici dans les combats que se livrent les deux tribus des Hutus et des Tutsis, ennemis héréditaires. Selon les renseignements parvenus à Usumbura, des dizaines de villages ont été incendiés dans la région de Kigali la semaine dernière et les hostilités se poursuivraient. Près de 4,000 Africains se seraient réfugiés dans les missions catholiques. Les Hutus forment 85% environ de la population du Ruanda et sont en lutte ouverte avec leurs anciens maîtres les Tutsis, grands féodaux qui dominaient le pays avant l'arrivée des Belges. On sait que des élections générales doivent avoir lieu dans les deux territoires, Ruanda et Urundi, en septembre, avec de plus, au Ruanda un référendum sur le maintien ou non du régime mo-

narchique. Après ces élections des gouvernements seront formés, la tutelle de la Belgique disparaîtra et les deux pays devraient normalement accéder à l'indépendance vers la fin de l'année 1962.

9 août 1961

## Les effets de la dévaluation du dollar canadien

OTTAWA - Même les observateurs les plus prudents semblent d'avis que la baisse du dollar canadien sous la parité avec le dollar américain a été un stimulant pour l'économie du Canada. On est incertain cependant de l'ampleur de l'influence que cette dévaluation a pu avoir.

D'autre part, on se demande où le dollar canadien va se stabiliser. En ces derniers temps, les fluctuations qui ont suivi la présentation du budget fédéral se sont grandement amoindries. Depuis le 18 juillet, la valeur du dollar a varié de 97 2/25 à 96 4/3. [...]

**Dow**  
FAIT RESSORTIR TOUTES LES QUALITÉS DE LA BIÈRE...  
D'EST UN PLAISIR GARANTI

... parce qu'elle est CLIMATISÉE. Et Dow vous apporte cette garantie sur l'équilibre du goût. A chaque étape de sa fabrication, la bière Dow est soumise à un contrôle minutieux, jusqu'à l'emballage final de la bière. Servez-vous une bonne Dow.

**JOUR D'AUBAINES AU PARC BELMONT**  
on s'amuse! midi à minuit!  
JOUR A 10¢ AUJOURD'HUI JEUDI  
MANEGES 10¢ chacun ADULTE ou ENFANT  
tous les manèges du ROYAUME DES ENFANTS à 5¢ chacun